



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 29 JANVIER 2020

MONUSCO

Réunions politiques

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo, Leila Zerrougui, a multiplié les rencontres avec les membres du Gouvernement ces derniers jours, notamment en vue du dialogue stratégique à engager avec lui concernant l'avenir de la MONUSCO.

La Représentante spéciale a rencontré le Premier ministre, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, ainsi que les ministres de la Justice, de l'Intérieur, des Affaires étrangères, des Droits humains, et du Genre, entre autres.

Le nouveau mandat souligne l'importance d'un dialogue global entre le Gouvernement et la MONUSCO sur les progrès accomplis dans le cadre du programme de réformes politiques et en matière de sécurité, également dans la perspective de la transition.

Ces réunions ont donc eu pour objectif de discuter de l'élaboration d'une stratégie commune et de la définition d'une série d'indicateurs mesurables, devant être proposés le 20 octobre 2020 au plus tard au Conseil de sécurité, en vue de permettre le transfert progressif des tâches de la MONUSCO aux autorités congolaises, à l'équipe pays des Nations Unies et aux autres parties prenantes, et de rendre possible une nouvelle réduction du niveau de déploiement et de la zone d'opérations de la MONUSCO par un recentrage de la présence militaire sur les régions les plus touchées par des niveaux élevés et persistants d'insécurité et par le passage à une présence policière et civile des Nations Unies dans les régions plus stables.

Madame Zerrougui a souligné qu'accompagner les efforts pour renforcer l'autorité de l'Etat sur tout le territoire national, par la police et la justice notamment, était crucial pour la MONUSCO dans cette nouvelle phase de ses opérations.

La Représentante a également participé aux rencontres principales de la Haute-Commissaire aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, notamment avec le Président Felix Tshisekedi.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Rapport Santos Cruz

Le lieutenant-général Carlos Alberto Dos Santos Cruz a présenté au Conseil de sécurité son évaluation indépendante de la réponse de la MONUSCO aux récentes attaques contre des civils dans la région de Beni.

Une évaluation qui avait été demandée par le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix pour établir les circonstances ayant conduit aux attaques, évaluer la capacité de la Force de la MONUSCO à s'acquitter efficacement du mandat de la Mission d'assurer la protection des civils menacés de violence physique et neutraliser les groupes armés dans la région de Beni, fournir un environnement sûr pour la riposte à Ebola et faire des recommandations pratiques sur la manière d'améliorer les performances de la Force. La portée de l'évaluation s'est limitée aux événements survenus entre le 30 octobre et le 31 décembre 2019.

L'évaluation indépendante a révélé qu'au cours des seuls mois de novembre et décembre, plus de 260 civils, principalement des femmes et des enfants, ont été tués par des combattants présumés des ADF lors d'attaques brutales, principalement la nuit. Le nombre élevé de victimes civiles a été l'un des principaux déclencheurs de manifestations violentes contre la MONUSCO au Nord-Kivu, notamment la destruction et le pillage d'un bureau de la MONUSCO à Beni le 25 novembre. Les attaques contre des civils ont eu lieu dans le contexte d'une offensive majeure lancée par l'armée congolaise contre les ADF le 30 octobre 2019. Depuis 2014, les ADF ont systématiquement exercé des représailles contre les civils pour contrecarrer les opérations de l'armée congolaise contre eux.

L'évaluation indépendante a conclu que la protection des civils sur le territoire de Beni nécessite une réponse globale, impliquant toutes les composantes de la MONUSCO et de l'équipe pays des Nations Unies, ainsi que des partenaires extérieurs. L'équipe a recommandé que la MONUSCO, le Siège et les pays fournisseurs de contingents coordonnent leurs actions pour améliorer l'état d'esprit, les capacités et la mobilité de la Brigade d'intervention de la Force de la MONUSCO afin de mieux faire face à la menace non conventionnelle posée par les ADF, dans un environnement particulièrement difficile. L'évaluation indépendante a noté qu'une coopération renforcée entre la MONUSCO et l'armée et la police congolaise est essentielle pour maintenir les gains réalisés par l'armée congolaise lors de cette dernière offensive contre les ADF. Au-delà des opérations militaires, l'évaluation a recommandé l'élaboration d'une stratégie globale et conjointe entre le gouvernement et la MONUSCO, y compris au niveau politique, pour lutter contre les ADF et lutter durablement contre l'insécurité dans la région de Beni.

Le Département des opérations de paix élabore un plan d'action pour mettre en œuvre les principales recommandations de l'évaluation.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Equipe Pays

HCR

Près de 25,000 familles auraient fui vers Nobili et ses environs au nord-est du territoire de Beni, depuis fin décembre 2019 suite à des attaques de groupes armés, selon le comité directeur des déplacés internes. Pour certains d'entre eux, il s'agit d'un deuxième déplacement entre leur village d'origine et Nobili au cours des six derniers mois.

La situation humanitaire est préoccupante. Les déplacés ont été forcés de trouver refuge là où ils le pouvaient. Certains ont été accueillis par des familles ou vivent dans des installations de fortune. Beaucoup sont obligés de dormir dans des écoles et des églises, qui se sont transformées en larges dortoirs.

Le Haut-Commissariat aux Réfugiés est sur place afin d'identifier et répondre aux besoins. Les déplacés font face à de nombreuses violations des droits de l'homme, et les communautés locales sont encouragées à les identifier et à y répondre. Des bâches seront distribuées dans les prochains jours pour mettre les personnes à l'abri des éléments.

En outre, 8 000 personnes dans le Tanganyika ont reçu des articles ménagers de première nécessité cette semaine, dans un effort du HCR de subvenir aux besoins de base des personnes déplacées par les conflits, et de celles ayant décidé de rentrer chez elles. Les kits comprennent des couvertures, jerrycans, bâches, nattes, moustiquaires et ustensiles de cuisine.

Identité juridique

Une équipe de la Commission Economique pour l'Afrique séjourne en RDC depuis lundi (27 janvier 2020). Pendant une semaine, à travers des réunions, des visites de terrain et un atelier national, elle sensibilisera les autorités nationales, les bailleurs et les agences des Nations Unies sur le Programme des Nations Unies pour l'identité juridique, dont la RDC est un pays pilote.

La mission permettra de développer une compréhension commune de l'intégration possible des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil, de gestion d'identification des personnes et des statistiques d'état civil. Il s'ensuivra un rapport d'évaluation, dans lequel seront envisagées les opportunités futures de mise en œuvre et de financement du Programme des Nations Unies pour l'identité juridique en RDC.

Cette mission fait suite à la cinquième Conférence des ministres de l'état civil à Lusaka, en Zambie, en octobre 2019, lors de laquelle les hauts responsables du Gouvernement de la RDC ont fait part de leur intérêt à participer au Programme des Nations Unies pour l'identité juridique.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Désarmement

Le Bureau des Nations Unies pour les affaires de désarmement (ODA) lance un appel à candidature dans le cadre du programme de formation des jeunes champions des Nations Unies pour le désarmement. L'appel est ouvert aux jeunes âgés de 18 à 24 ans motivés à utiliser leurs talents pour contribuer à la sensibilisation et à la promotion du changement pour un monde plus pacifique et plus sûr.

Le bureau encourage fortement les personnes ayant une formation dans d'autres domaines tels que l'histoire, les sciences, l'économie, les langues, le cinéma, les médias, la danse, la chanson, le théâtre, les arts visuels, la création littéraire ou tout autre domaine à soumettre leur candidature.

Le concours vise à identifier 10 lauréats, devant constituer un groupe dynamique et géographiquement diversifié de jeunes gens, du monde entier, qui peuvent devenir des défenseurs du désarmement.

Les dix champions recevront une formation sur les principes généraux du désarmement, de la non-prolifération et du contrôle des armements par le biais de cours en ligne et d'un voyage d'étude de deux semaines à Vienne, Genève, Hiroshima et Nagasaki. Le voyage d'étude aura lieu en juin 2020.

La candidature nécessite trois lettres de recommandation et les diplômes les plus récents. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15 mars 2020. La maîtrise de l'anglais est requise pour participer au programme.

Pour plus de renseignements : disarmament-youth-champions@un.org.

Police MONUSCO

Kananga : des policiers congolais formés et outillés dans le domaine de la police technique et scientifique

La Police des Nations Unies (UNPOL) a organisé à Kananga, du 14 au 16 janvier 2020, une session de recyclage de quinze cadres et agents de la Police nationale congolaise (PNC) dans le domaine de la Police technique et scientifique (PTS).

Cette session a été conduite par l'Unité de lutte contre la criminalité organisée de la Police MONUSCO (SOCSU)/Kananga et la « Spécial Police Team » (SPT) de Kinshasa.

Les apprenants ont bénéficié de plusieurs modules à savoir : la gestion d'une scène de crime, le prélèvement des empreintes digitales, la photographie, la découverte et l'utilisation de la mallette de scène de crime.

La cérémonie a été marquée par la remise de trois mallettes de scène de crime au département de la Police technique et scientifique.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Beni : 20 cadres de la Police congolaise bénéficient d'une formation en Police scientifique et technique

Du 21 au 30 janvier 2020 la Police des Nations Unies (UNPOL) a mis à la disposition d'une vingtaine de cadres de la Police nationale congolaise (PNC) dont 2 femmes, son expertise, en matière de Police technique et scientifique (PTS). Cette formation est dispensée à l'intention de cadres de la PNC issus de la Police judiciaire (PJ), de la Police technique et scientifique et de l'Unité de lutte contre les violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants.

Tous sont formés sur plusieurs thématiques dans le but essentiel de lutter contre l'impunité, la récidive et faire plus de lumière dans les enquêtes judiciaires.

Les techniques de réalisation du relevé des empreintes digitales, la gestion des scènes de crime, la rédaction de rapports techniques, sont autant de modules qui sont dispensées en théorie et pratique en vue d'aider les nouveaux techniciens à exécuter leurs missions avec efficacité et conformément aux standards internationaux.

Cette formation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan annuel de formation, élaboré conjointement par l'équipe régionale d'UNPOL et les responsables de la PNC.

Situation militaire :

(Par le lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La Force de la MONUSCO a accueilli un nouveau commandant en la personne du lieutenant général Ricardo Augusto Ferreira Costa Neves des Forces Armées Brésiliennes qui occupait précédemment le poste de directeur de l'évaluation et de la promotion au sein du commandement de l'armée brésilienne depuis 2018.

Avec une riche expérience de plus de 30 ans de carrière militaire, Il a notamment été commandant de l'Académie militaire des Aiguilles noires, en charge de la formation et de l'éducation des jeunes officiers. Il a été entre autres, commandant de la 17e Brigade d'infanterie de la jungle de 2015 à 2017, ainsi que commandant de la 62e Brigade d'infanterie entre 2008 et 2010.

Le lieutenant général Costa Neves a également une expérience des opérations de maintien de la paix puisqu'ayant servi en qualité d'observateur militaire de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM III) de 1995 à 1996.

Prenant la parole devant le personnel du quartier général de la Force à Goma hier mardi 28 janvier 2020 au cours de la cérémonie de bienvenue organisée à son intention, le général Costa Neves s'est dit

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

très heureux de l'opportunité qui lui est offerte, de travailler une fois encore sous la bannière des Nations Unies, au sein de la MONUSCO, l'une des opérations de paix des Nations Unies les plus difficiles au monde.

Il s'est dit conscient du remarquable travail accompli aussi bien par les chefs de mission que par son prédécesseur le général Elias Rodrigues Martins Filho en collaboration avec les autorités de la RDC, travail qui a permis de pacifier plus de 75% du pays et de créer les conditions favorables au développement. Le Général Costa Neves reconnaît cependant que la Mission demeure confrontée à de nombreux défis qui subsistent dans l'est de la RDC où les principales informations sur la situation sécuritaire par région se présentent comme suit :

Dans la province de l'Ituri, la tension subsiste en raison d'une part, des actes de braquage, de pillage et d'extorsion de bien dont sont victimes les populations civiles et d'autre part, des affrontements entre les groupes armés et les Forces de défense et de sécurité.

Dans le territoire de Beni, plus de dix bastions ADF ont été conquis au cours des opérations menées par les FARDC soutenues par la MONUSCO. Avec la dispersion des ADF à la suite de la conquête de Mandina, les risques de représailles contre les civils dans les centres urbains s'est accru. Aussi, les missions conjointes ont-elles permis de faire échec aux nombreuses incursions visant à massacrer les populations civiles dans les grandes agglomérations.

Dans le reste de la province du Nord-Kivu, la situation se caractérise par les affrontements d'une part, entre les combattants APCLS et NDC-R sur les hauteurs du Muhanga (80 km au nord-ouest de Sake) d'autre part entre les FARDC et Mayi Mayi Jackson dans la région de Lubero.

Dans la province du Sud-Kivu, les opérations des FARDC contre les Mayi-Mayi Malaika se poursuivent, entraînant davantage de mouvements de populations civiles qui fuient pour échapper aux combats. Dans ce cadre, la Force multiplie les patrouilles de jour comme de nuit en vue de protéger lesdites populations.

Enfin, il convient de mentionner la reddition de 205 éléments appartenant à divers groupes armés depuis le début de l'année 2020.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28